

LA GRÈCE A BESOIN DE RÉFORMES STRUCTURELLES PLUS QUE D'UN MORATOIRE DE SES DETTES

PAR

MARC GUIOT

Ils sont venus, ils ont vu mais ils n'ont pas vaincu, ni même surmonté les problèmes que provoque la montagne de dettes contractées par la Grèce au fil des décennies.

Bruxelles ne refuse pas de collaborer avec les autorités grecques a affirmé le Hollandais Dijsselbloem , président d' Euro groupe, le club fermé des ministres des finances de la zone euro.

Le premier ministre grec, Alexis Tsipiras (Syriza party) a fait campagne en vue de renégocier la dette grecque énorme de son pays (175% du PIB grec)pour atténuer voire faire reculer le programme d'austérité qui pèse lourdement sur la population en faisant fondre les revenus des Grecs de 30 % environ.

Certes l'OCDE s'est dite disposée à soutenir le programme de réformes structurelles que Tsipiras s'est engager à mettre en route en étant conscient que ce type de mesure exige beaucoup de temps.

Mais ce qui, de toute évidence, a vraiment manqué dans toute cette difficile négociation, ce sont les engagements de réformes structurelles en profondeur du type de celles qui seraient de nature à attirer les investisseurs étrangers, selon Laurie Laird Forbes.

Ce qui est certain, c'est que très peu d'informations percolent sur la vraie nature des réformes exigées par les Etats créanciers.

En tout état de cause, on doute fort à l'intérieur de l'Euro groupe et aussi en dehors de la capacité de l'actuel gouvernement grec de réellement mettre en place les réformes souhaitées et hautement souhaitables.



Peut-on s'attendre à de nouveaux prêts, à une restructuration de la dette grecque voir à son annulation? Sûrement pas sans le respect de conditions extrêmement strictes car le créanciers sont vraiment sceptique quant à la détermination du gouvernement grec à respecter les termes de l'accord conclu en sommet européen. Ce qui explique le manque de confiance, c'est l'absence, sur tout le territoire grec d'infrastructures efficaces susceptibles de relancer l'économie grecque totalement anémiée.

Fondamentalement, ce n'est pas de cash et de capital que les Grecs ont le plus besoin mais bien d'un encadrement d'experts (expert coaching) en vue de construire de toutes nouvelles infrastructures aussi bien politiques, sociales qu'administratives, technologiques et fiscales. En effet, la Grèce a vraiment besoin et de toute urgence d'un bataillon de fonctionnaires administratifs compétents et expérimentés.

Mutatis mutandis, la Grèce se retrouve un peu dans la situation qu'ont connue après la réunification de 1989 les anciens Länder de l'ex République démocratique allemande.

Il aura fallu plus de 25 ans d'acharnement, des milliards d'investissement consentis par les divers gouvernements allemands qui se sont succédé pour entreprendre et réussir une rénovation en profondeur et une modernisation radicale des infrastructures délabrées de l'ancienne RDA.

La réussite fut totale, au point que Vladimir Poutine (on sait qu'il parle l'allemand à la perfection après plus de dix ans passes en RDA) a fait appel à la célèbre *Deutsche Gründlichkeit* (l'extrême rigueur allemande) en attirant en Russie (comme l'avait fait autrefois Pierre le Grand et la Tsarine Catherine qui du reste était d'origine allemande) des milliers d'experts allemands en vue de contribuer à la remise aux normes actuelles des anciennes infrastructures soviétiques délabrées et inefficaces.

La question à un million de dollars est évidemment de se demander si le gouvernement de centre gauche amateur grec sera capable de gérer les sommes d'argent faramineuses qui leur ont été promises mais non encore allouées.

Ce gouvernement parviendra-t-il à imposer aux Grecs les réformes structurelles dans les usines et les administrations nécessaires à la construction et à la gestion quotidienne d'un véritable Etat providence à l'européenne?

Très discrètement la Russie a mobilisé un très grand nombre de fonctionnaires allemands chargés par Moscou de réformer en profondeur des domaines entiers de son administration.



C'est pour toutes ces raisons que certains se sont demandés s'il ne serait pas judicieux de mobiliser d'urgence une armée de fonctionnaires européens (de préférence allemands) et de les envoyer à Athènes en vue de mettre en chantier une réforme en profondeur du pays.

Des réformes s'avèreraient indispensables dans les domaines suivants

- 1. Une refondation du système judiciaire grec s'impose pour surmonter ses lenteurs et son inefficacité notamment pour régler et tenter d'arbitrer des centaines de conflits entre l'Etat et des organismes juridiques de type privé.
- 2. Mais avant tout autre chose il faudra entreprendre une réforme radicale de l'administration des finances chargée notamment de calculer les impositions et de récolter les recettes fiscales en mettant en place une imposition juste de tous les citoyens grecs sans oublier la très prospère église orthodoxe et les golden boys privilégiés dont le sport favori est l'évasion fiscale, effectuée avec la complicité du personnel expérimenté des grandes banques étrangères maîtrisant toutes les subtilités de l'ingénierie fiscale.
- 3. La Grèce a besoin également d'un ministère de l'économie capable de rivaliser d'efficacité avec ceux d'Allemagne, des Pays Bas ou de la Finlande et surtout de fournir au gouvernement un appareil statistique fiable.
- 4. Le ministère des pensions devra lui aussi être géré par une administration moderne et efficace dotée d'une technologie informatique performante ce qui n'est absolument pas le cas actuellement.
- 5. Il manque également des ministères de la santé et du bien-être dignes de ce nom en vue de créer l'équivalent du système de sécurité sociale que connaissent la France, la Belgique ou l'Allemagne.



- Sans oublier Ministère ou Secrétariat d'Etat en charge des systèmes scientifiques et technologiques, outils indispensables pour stimuler l'économie et créer, le cas échéant, quelque chose qui ressemble à une Silicon vallev travaillant maint dans la main avec la recherche universitaire grecque.
- 7. Il faut également moderniser le secteur de l'emploi et mettre en place des syndicats dignes de ce nom, créer un ministère des transports et de la mobilité responsable de la modernisation du réseau routiers, des voies navigables et des Chemins de fer sans lesquels une économie moderne ne saurait prospérer : des Secrétariats de l'environnement, de l'innovation, des investissements, des mutualités, une administration du chômage, de l'assurance maladie, de l'aide sociale en général.
- 8. Mais plus que tout, il convient de réformer en profondeur l'enseignement sans lequel il n'est pas d'avenir possible.

Mais qu'on garde bien à l'esprit que les trois autres grands malades de la zone Euro sont en voie de régénération spectaculaire. Il s'agit du Portugal, de l'Espagne et surtout l'Irlande qui a retrouvé une santé à ce point florissante qu'elle commence à rappeler ses émigrés aux pays grâce à une croissance spectaculaire de 5%.

Ces Etats ont réussi à revitaliser leurs économies en s'imposant un remède de cheval : une cure d'austérité radicale et hardie.

Qu'on ne s'y trompe pas, ces trois Etats ont pris la peine de moderniser et de reconstruire leurs infrastructures dépassées.

A cela les Grecs semblent répondre: donner nous l'argent maintenant, nous nous lancerons dans un programme de réformes plus tard ce qui est de nature à irriter profondément ses créditeurs Européens qui exigent des réformes avant toute intervention financière de leur part.

Fondamentalement, les milieux financiers dénoncent un manque de productivité des travailleurs grecs : une des plus faibles en Europe.



En outre la Grèce doit faire face, nous l'avons souligné, à une évasion fiscale à très grande échelle de la part des Grecs les plus fortunés.

Autre problème non négligeable, le manque à gagner provoqué par les mesures d'embargo russes en riposte aux mesure de boycott américain (imposées suite au conflit russo-ukrainien) sur les produits d'origine européenne qui touchent gravement la moitié du secteur agricole grec.

Et le New York Times de poser la question :

Is Greece worse off than the US during the Great Depression?

Et de répondre:

Despite the frustration of endless negotiations, European political leaders see a united Europe as an imperative. At the same time, they still haven't fixed some of the biggest shortcomings of the eurozone's structure by creating a more federal-style system of transferring money as needed among members — the way the United States does among its various states. (NYT)

Les créanciers de la Grèce les plus agacés sont surtout les Allemands qui lui reprochent de ne pas mettre en place les réformes structurelle indispensables pour rencontrer les conditions d'un échelonnement voire d'un apurement de la dette. Ils n'entendent pas changer les règles pour la Grèce. Ce qu'ils aimeraient, en revanche, c'est de pouvoir aider les Grecs à faire leur boulot réformateur en leur envoyant une armée de coaches et experts en administration.



Marc Guiot, Bruxelles, Août 2015.